

**Union européenne - Dixième
réunion du Conseil de stabilisation
et d'association entre l'Albanie et
l'UE - Communiqué de presse du
Conseil de l'Union européenne**
(Bruxelles, 14 novembre 2018)

Le Conseil de stabilisation et d'association entre l'Albanie et l'Union européenne a tenu sa dixième réunion le 14 novembre 2018 à Bruxelles.

Le Conseil de stabilisation et d'association a reçu favorablement le rapport 2018 de la Commission européenne sur l'Albanie, dans lequel cette dernière recommande d'ouvrir des négociations d'adhésion avec l'Albanie, compte tenu des progrès accomplis, en maintenant et en approfondissant la dynamique de réforme en cours.

L'UE a rappelé les conclusions du Conseil de juin 2018, dans lesquelles celui-ci a décidé de prendre acte favorablement de ces progrès et de préparer la voie menant à l'ouverture de négociations d'adhésion en juin 2019. En conséquence, l'UE a souligné qu'il est indispensable que l'Albanie maintienne et approfondisse la dynamique de réforme en cours et qu'elle continue de consolider les progrès accomplis dans la réforme du système judiciaire, notamment grâce au processus de vérification, et d'obtenir de nouveaux résultats tangibles dans la lutte contre la corruption à tous les niveaux et dans la lutte contre la criminalité organisée, en particulier en ce qui concerne la culture et le trafic de drogue, en s'appuyant sur les résultats positifs obtenus dans la lutte contre la culture du cannabis, qui se sont vérifiés au cours de la saison de récolte actuelle. L'UE a salué les opérations de grande envergure que la police nationale albanaise a menées récemment contre la criminalité organisée et a rappelé qu'il est capital de faire en sorte que les opérations répressives réussies aient des suites judiciaires effectives, ainsi que de renforcer les efforts en matière de confiscation du produit d'activités criminelles.

La délégation albanaise a réitéré sa ferme volonté de continuer à avancer concrètement dans le programme de réforme, en particulier sur les questions liées à l'ancrage de l'Etat de droit. Elle a souligné que les résultats obtenus par l'Albanie dans le domaine de l'Etat de droit constituent une base solide à partir de laquelle poursuivre l'intégration dans l'UE, dans la mesure où ils préparent le terrain en vue de nouveaux travaux à réaliser dans le cadre des négociations sur les chapitres 23 et 24. Le Conseil de stabilisation et d'association a noté que l'approche renforcée suivie sur ces chapitres de négociation contribuera à accroître encore les activités et les progrès relatifs au pouvoir judiciaire et aux droits fondamentaux et à la justice, à la liberté et à la sécurité.

Le Conseil de stabilisation et d'association a noté que, consécutivement aux dernières conclusions du Conseil, la Commission a entamé des travaux préparatoires au niveau technique avec ses homologues albanais.

L'UE a réitéré qu'il est essentiel de mener au sein de l'assemblée albanaise un dialogue et une coopération politiques dépassant les clivages partisans pour pouvoir poursuivre les réformes et faire en sorte que la volonté d'intégrer l'UE s'inscrive globalement dans la durée. L'UE a souligné dans ce contexte qu'il importe de poursuivre avec cohérence le dialogue politique sans exclusive et de faire avancer les travaux techniques menés dans toutes les commissions parlementaires pertinentes, y compris au sein de la commission ad hoc sur la réforme électorale. L'UE a rappelé que toutes les parties doivent parvenir au consensus nécessaire pour modifier la loi sur le statut des magistrats, ce qui permettra de recruter un nombre plus élevé de nouveaux candidats magistrats.

Le Conseil de stabilisation et d'association a salué le rôle que joue l'Albanie dans la région, où elle est un partenaire proactif et constructif, ainsi que l'alignement total et permanent de l'Albanie sur les déclarations et décisions de l'UE dans le cadre de la politique étrangère et de sécurité commune. Le Conseil de stabilisation et d'association s'est également félicité que l'Albanie continue de participer aux initiatives et structures régionales en Europe du Sud-Est, qu'elle développe des relations de bon voisinage et qu'elle adopte une attitude constructive sur le plan régional. L'UE a réaffirmé que les relations de bon voisinage et la stabilité régionale sont des éléments essentiels du processus de stabilisation et d'association.

La réunion était présidée M. Ditmir Bushati, ministre albanais des affaires européennes et étrangères. La délégation de l'UE était conduite par Mme Federica Mogherini, haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité et vice-présidente de la Commission européenne. M. Johannes Hahn, membre de la Commission chargé de la politique européenne de voisinage et des négociations d'élargissement, représentait la Commission européenne./.